

## Entente de bonification de l'ACL de 2023

Byron Rafuse  
Sous-ministre, ministère des Affaires municipales et du Logement de la Nouvelle-Écosse  
1505, rue Barrington  
C.P. 216  
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2M4

Le 1<sup>er</sup> mars 2024

Monsieur Rafuse,

### **Objet : Financement fédéral – Allocation pour le logement destinée aux personnes survivantes de la violence fondée sur le sexe**

J'ai le plaisir de vous fournir la présente entente (l'« **Entente de bonification de l'ACL de 2023** ») pour permettre au ministère des Affaires municipales et du Logement d'accéder à de nouveaux fonds pour la bonification de l'Initiative 3 – Allocation pour le logement décrite à l'annexe B.1 de l'Entente bilatérale dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement de 2017.

La SCHL et le ministère des Affaires municipales et du Logement conviennent que la présente Entente de bonification de l'ACL de 2023 permet au ministère des Affaires municipales et du Logement de recevoir un nouveau financement de la SCHL d'un montant maximal de 11 342 691,24 \$ pour le groupe ciblé de personnes survivantes de la violence fondée sur le sexe. Ce montant, qui s'ajoute à la contribution de la SCHL prévue aux articles 6.1 et 6.2 de l'annexe B.1, aura une cible distincte plus élevée que la cible actuelle de l'allocation pour le logement et sera propre aux personnes survivantes de la violence fondée sur le sexe (l'« **ACL destinée aux personnes survivantes de la violence fondée sur le sexe** »).

Les modalités suivantes s'appliquent uniquement à la présente Entente de bonification de l'ACL de 2023 :

1. Toutes les dispositions de l'annexe B.1 s'appliquent à la présente Entente de bonification de l'ACL de 2023, sauf lorsque certaines clauses de cette dernière concernent l'ACL destinée aux personnes survivantes de la violence fondée sur le sexe.
2. La présente Entente de bonification de l'ACL de 2023 est réputée faire partie de l'Entente bilatérale.
3. Sauf indication contraire dans la présente Entente de bonification de l'ACL de 2023, toutes les références de l'annexe B.1 à l'allocation pour le logement sont réputées inclure des références à l'ACL destinée aux personnes survivantes de la violence fondée sur le sexe.
4. Les parties travailleront ensemble pour s'assurer que :
  - (a) l'ACL destinée aux personnes survivantes de la violence fondée sur le sexe s'adresse bien à ces personnes;

(b) le programme dans le cadre duquel l'allocation est offerte est conforme à l'Entente bilatérale et à tous les addendas et ajouts subséquents, y compris la présente Entente de bonification de l'ACL de 2023.

5. Au plus tard trois mois après la signature de la présente Entente de bonification de l'ACL de 2023 ou le 31 janvier 2025, selon la première de ces échéances, le ministère des Affaires municipales et du Logement doit modifier le plan d'action pour les exercices 2023-2024 à 2024-2025 afin d'inclure l'ACL destinée aux personnes survivantes de la violence fondée sur le sexe convenue d'un commun accord, y compris les cibles et les résultats. Dans le plan d'action, l'ACL destinée aux personnes survivantes de la violence fondée sur le sexe convenue d'un commun accord doit être présentée séparément de l'ACL existante.
6. En plus du financement maximal de la SCHL prévu à l'article 6.1 de l'annexe B.1, pour la période initiale comprise entre le 1<sup>er</sup> avril 2023 et le 31 mars 2025, le montant maximal, par exercice, de la contribution de la SCHL à l'ACL destinée aux personnes survivantes de la violence fondée sur le sexe s'établit comme suit :

<b>Exercice</b>	<b>Contribution de la SCHL</b>
2023-2024	1 722 551,82 \$
2024-2025	1 938 003,63 \$

7. Durant la période allant de l'exercice 2023-2024 à l'exercice 2027-2028, le montant maximal de la contribution de la SCHL à l'ACL destinée aux personnes survivantes de la violence fondée sur le sexe, qui s'élève à 11 342 691,24 \$, sera affecté au ministère des Affaires municipales et du Logement en fonction des périodes visées par le plan d'action qui sont établies à l'annexe C, sous réserve du paragraphe 5.2 de l'Entente et des crédits affectés par le Parlement. Le montant nominal du financement annuel de la SCHL pour les années suivantes est indiqué ci-dessous :

<b>Exercice</b>	<b>Contribution de la SCHL</b>
2025-2026	2 463 495,87 \$
2026-2027	2 594 868,92 \$
2027-2028	2 623 771,00 \$

La contribution de la SCHL ne peut être réaffectée d'un exercice à un autre sans l'approbation préalable de la SCHL. Sous réserve de l'autorisation du gouvernement, la SCHL est disposée à réaffecter sa contribution pour l'exercice 2023-2024 en la répartissant également entre les exercices 2025-2026, 2026-2027 et 2027-2028. De plus, la contribution de la SCHL ne peut être réaffectée d'une initiative à une autre.

8. Les engagements de contribution de la SCHL au titre de la présente Entente de bonification de l'ACL de 2023 peuvent être honorés à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023 et au plus tard le 31 mars 2025.
9. Le ministère des Affaires municipales et du Logement aura la capacité de verser une contribution équivalente à celle de la SCHL pour l'ACL destinée aux personnes survivantes de la violence fondée sur le sexe dans le cadre de l'ACL existante. Pour plus de clarté, toutes les exigences relatives au financement par contributions équivalentes énoncées à l'article 7 de l'annexe B.1 s'appliquent à la présente Entente de bonification de l'ACL de 2023.

10. Le ministère des Affaires municipales et du Logement doit faire rapport sur l'ACL destinée aux personnes survivantes de la violence fondée sur le sexe séparément de la cible existante de l'ACL dans le rapport d'étape, à l'aide des tableaux 1, 2 et 3 de l'annexe B.1.

Veillez confirmer votre accord en signant la présente Entente de bonification de l'ACL de 2023 en double exemplaire et en me retournant une copie originale.

Sincères salutations,

Par : \_\_\_\_\_

Neil Levecque  
Premier vice-président intérimaire,  
Programmes de logement  
Société canadienne d'hypothèques et de logement

Nous approuvons :

Ministère des Affaires municipales et du Logement

Par : \_\_\_\_\_

Byron Rafuse  
Sous-ministre  
Ministère des Affaires municipales et du Logement  
de la Nouvelle-Écosse